



Emetteur : André MOUTINHO
+33 6 83 45 09 19 andre.moutinho@bureauveritas.com
  
Date d'émission : jeudi 23 janvier 2025
Numéro d'affaire : 23952378-1
Révision : Indice 0
Annule et remplace : SO

CCTP – PHASE DCE

Réhabilitation énergétique du CIO DE MIRAIL Phase 2

Lot 00 – Clauses communes

Maitre d'ouvrage
CIO DE MIRAIL
58 All. De Bellefontaine
31100 Toulouse

Bureau d'études (mandataire)
BUREAU VERITAS SOLUTIONS
12 Rue Michel Labrousse
31 100 ToulouseE



Architecte (cotraitant)
JAPA
8 Rue Paul Merlin
31 300 Toulouse



Date(s)	Indice(s)	Modification(s)	Rédacteur(s)	Vérificateur(s)
15/01/2025	1	Modification	AMO	

Table des matières

1	OBJET ET DEFINITION DE L'OPERATION	4
	Objet de l'opération	4
	Emplacement des travaux	4
	Phasage de l'opération	4
	Intervenants	4
	Allotissements	5
2	ADMINISTRATIF	6
	2.1 C.C.T.P.	6
	2.2 PLANS	6
	2.3 D.P.G.F.	6
	2.4 PRIX	7
	2.5 FRAIS INCLUS	7
	2.6 VISITE DES LIEUX	7
	2.7 COMPTE PRORATA	7
3	ORGANISATION DES ETUDES	8
	3.1 ÉTUDES PRÉPARATOIRES, MISE AU POINT DES PLANS	8
	3.2 COORDINATION TECHNIQUE ENTRE ENTREPRISES ET RENSEIGNEMENTS	8
	3.3 PLANNING	8
	3.4 PLANS DU MAÎTRE D'OEUVRE	8
	3.5 PLANS D'EXÉCUTION DES OUVRAGES (P.E.O.)	8
	3.6 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS (D.O.E.)	9
4	ORGANISATION DU CHANTIER	10
	4.1 PRÉPARATION ET SÉCURITÉ	10
	4.2 INSTALLATION DE CHANTIER	10
	4.3 ECHAFAUDAGE	11
	4.4 RENDEZ VOUS DE CHANTIER	11
	4.5 PANNEAU DE CHANTIER	11
	4.6 PRÉCHAUFFAGE DES LOCAUX	11
	4.7 FERMETURES PROVISOIRES DU CHANTIER	11
	4.8 CONNAISSANCE DU DOSSIER ET DES LIEUX	11
	4.9 EXIGENCE DU SITE	12
	4.10 DEMARCHE H.Q.E.	12
5	NORMES - SPECIFICATIONS - AGREMENTS.....	13
	5.1 D.T.U.	13
	5.2 NORME AFNOR – R.E.E.F.	13



5.3	AGRÉMENT C.S.T.B. _____	13
5.4	AGRÉMENT PAR LE MAITRE D'OEUVRE _____	14
5.5	RÉFÉRENCE DES PRODUITS _____	14
5.6	TOLÉRANCE _____	14
5.7	BUREAU DE CONTRÔLE _____	14
6	RÉCEPTION DE L'OPÉRATION	15
6.1	ÉVACUATION GÉNÉRALE _____	15
6.2	RÉCEPTION _____	15

1 OBJET ET DEFINITION DE L'OPERATION

Objet de l'opération

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières, établi pour l'ensemble des corps d'état, a pour objet de définir les travaux de rénovation énergétique du CIO du Mirail.

Emplacement des travaux

Ces travaux seront réalisés dans le bâtiment du CIO du Mirail, situé au 58 All. de Bellefontaine, 31100 Toulouse

Phasage de l'opération

L'opération sera réalisée selon le planning joint en annexe 01.

Intervenants

1.1.1 Maitrise d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage de l'opération est :
Rectorat Région Académie Occitanie – SRAPI Ouest
10 Chemin des Maraîchers
31400 TOULOUSE

1.1.2 Maitrise d'œuvre

La maitrise d'œuvre de l'opération est :

Bureau Veritas Solution

12 Rue Michel Labrousse
31 100 Toulouse

Et l'architecte cotraitant :

JAPA

8 Rue Paul Merlin
31 300 Toulouse

1.1.3 Bureau de contrôle

Le bureau de contrôle de l'opération est l'entreprise SOCOTEC

Contact :

RONAN RONCIN (07.88.13.32.78)

1.1.4 CSPS

Le SPS de l'opération est l'entreprise ELYFEC

Contact :

Alain PROMONET (06.08.94.75.75)

Allotissements

Les travaux de la présente opération sont traités en lots séparés, à savoir :

1. Lot 1 : Désamiantage Gros Œuvre
2. Lot 2 : CVC Electricité
3. Lot 3 : ITE / Bardage / Etanchéité
4. Lot 4 : Menuiseries Extérieures
5. Lot 5 : Plâtrerie / peinture / finitions

2 ADMINISTRATIF

Les documents remis aux entreprises, lors de l'appel d'offres, reflètent l'importance des travaux à exécuter. En cas de contradiction entre les différents documents, d'omissions ou d'erreurs, l'Entrepreneur en référera au Maître d'Œuvre avant la remise de son offre faute de quoi il en sera responsable et ne pourra se dispenser d'exécuter intégralement les ouvrages.

2.1 C.C.T.P.

Le présent C.C.T.P. définit par corps d'état et par catégorie d'ouvrage les travaux nécessaires à la bonne réalisation du projet. Il forme un ensemble qui rend solidaires tous les entrepreneurs appelés à coopérer à sa construction et doit être connu dans sa totalité par chacune des entreprises traitantes afin que nulle incohérence n'existe entre elles.

Toutes les dispositions précisées au C.C.T.P., ainsi que sur les plans, devront être respectées tant en ce qui concerne le mode de construction que le choix des matériaux et type de matériel.

La description des ouvrages n'est pas limitative. Les entrepreneurs devront prévoir l'intégralité des travaux nécessaires et indispensables au complet achèvement de la construction projetée et ce conformément aux règles de l'art et aux règlements en vigueur.

Chaque entreprise devra apprécier les sujétions et incidences que les ouvrages des autres corps d'état pourraient avoir sur ses propres ouvrages

Les entreprises devront également, de par leurs connaissances professionnelles, suppléer aux détails qui pourraient être omis ou mal formulés dans le présent CCTP et documents graphiques

2.2 PLANS

L'entrepreneur doit la vérification de toutes les côtes portées sur les plans, s'assurer de la concordance entre les différents plans d'ensemble et de détail et le cas échéant informer le Maître d'Oeuvre des omissions, erreurs ou anomalies qu'il aurait pu constater.

Seul l'auteur du projet est habilité à communiquer aux entreprises les cotes manquantes ou à apporter les corrections nécessaires aux éventuelles erreurs de cotation.

Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les documents graphiques

2.3 D.P.G.F.

Le DPGF joint au dossier de consultation des entreprises, sert en tant que de besoin de complément au CCTP en matière de définition ou de précision se rapportant aux diverses natures d'ouvrages. A ce titre il doit être considéré, uniquement dans le libellé, comme annexe contractuelle. Par contre, malgré le sérieux apporté aux calculs, les entreprises ont un devoir de contrôle sur les quantités proposées dans ce document à titre purement indicatif et sans valeur contractuelle.

Aucune indemnité ne sera accordée aux entreprises pour des erreurs ou omissions relevées en cours de chantier. Elles seront considérées comme seules responsables et devront la réalisation complète et totale de leurs travaux.

2.4 PRIX

Les prix proposés par l'entrepreneur sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux : échafaudages, contreventements, renforts, reprise en sous oeuvre, etc..., ainsi que les frais généraux, impôts et taxes, et assurer à l'entreprise une marge pour risques et bénéfices.

Aucun supplément ne sera admis pour les travaux à reprendre ou à refaire à la suite d'une mauvaise exécution ou mauvaise interprétation de l'entreprise.

Sauf stipulation contraire du C.C.A.P. les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le Maître de l'Ouvrage.

La décomposition du prix forfaitaire, proposée par l'entreprise, sera établie en respectant les articles du présent CCTP. Toutefois, pour permettre une meilleure appréciation du prix des ouvrages, l'entreprise pourra éventuellement décomposer les articles en sous-articles.

2.5 FRAIS INCLUS

Sauf stipulations contraires du CCAP et des CCTP, l'entreprise titulaire du lot 01 doit prévoir dans son offre toutes les charges relatives à l'établissement et l'entretien des installations de chantier, les dispositions nécessaires et la remise en état éventuelle de la voie publique d'accès. Les voiries intérieures propres au chantier et les aires de stockage, réalisation et entretien sont à la charge du lot n° 01 également

2.6 VISITE DES LIEUX

Toutes les entreprises sont réputées avoir, par une visite sur place avant remise de leur offre, pris connaissance parfaite des lieux et vérifié que les conditions pouvant, en quelque manière que ce soit, influencer sur l'exécution, qualité et prix des ouvrages à exécuter, sont prévues dans leur offre.

Cette reconnaissance doit permettre aux entrepreneurs de vérifier l'accès du chantier, les possibilités de stockage des matériaux et matériels, l'état du terrain, la distance du chantier au domicile de l'entreprise, la distance du chantier aux décharges publiques, etc..

Et dans le cas de travaux à réaliser dans des bâtiments existants, de pratiquer tous les sondages nécessaires à la reconnaissance d'infrastructures et superstructures à renforcer, transformer, démolir etc... et d'effectuer tous les relevés permettant une étude précise de l'offre forfaitaire.

Les plans, dessins, photos et documents, de l'état des lieux inclus au dossier, ne constituent que des éléments d'information. Le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'Oeuvre ne sauraient, en aucune manière, être mis en cause en raison des erreurs ou inexactitudes que ces documents pourraient contenir.

2.7 COMPTE PRORATA

Il n'est pas prévu de compte prorata pour ce projet. La gestion des déchets sera à prendre en charge par chaque entreprise.

3 ORGANISATION DES ETUDES

3.1 ÉTUDES PRÉPARATOIRES, MISE AU POINT DES PLANS

Après la signature du marché, durant la période de préparation, chaque entreprise doit établir et soumettre au Maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle Technique, toutes les études spéciales, ainsi que les plans d'exécution et les détails de mise en œuvre nécessaires à la bonne marche des travaux.

Ces documents, qui ne peuvent en aucune façon modifier le projet, seront soumis au moins vingt jours avant mise en exécution, les incidences de non respect de cette règle seront à la charge de l'Entreprise.

3.2 COORDINATION TECHNIQUE ENTRE ENTREPRISES ET RENSEIGNEMENTS

Les entreprises devront fournir, en temps utile, les précisions relatives aux ouvrages de tous les corps d'états et dont l'exécution est liée à des sujétions communes tel que les niveaux d'arases et nus brut à respecter, emplacements et définition des surcharges spéciales, emplacement et encombrement des canalisations, caniveaux, puisards, tuyauteries ou gaines, dispositions et sujétions à prévoir.

3.3 PLANNING

Pendant la période de préparation, chaque Entreprise devra établir un planning détaillé, avec l'ensemble de ses délais de fabrication, d'approvisionnement et de pose, en fonction du planning TCE établi par le Maître d'œuvre, fixant le délai global de chaque phase dans les 30 jours calendaires suivant l'ordre de service numéro 1 engageant les travaux.

3.4 PLANS DU MAÎTRE D'OEUVRE

En cas de contradictions entre deux plans, le choix appartient au Maître d'œuvre, le marché de l'entreprise étant réputé avoir inclus la solution la plus onéreuse.

Il est entendu que les détails de construction indiqués aux plans du Maître d'œuvre laissent toute liberté aux constructeurs quant aux dimensions et aux sections des différentes parties des ouvrages.

Les entreprises ont donc toutes les responsabilités de leurs travaux. Les modifications éventuelles proposées par les entreprises devront toutefois recevoir l'agrément du Maître d'œuvre et sont réputées incluses dans l'offre.

3.5 PLANS D'EXÉCUTION DES OUVRAGES (P.E.O.)

Les plans d'exécutions des ouvrages seront réalisés par chaque Entreprise pour ses ouvrages.

Chaque entreprise établira une liste prévisionnelle de plans d'exécution dans les 30 jours calendaires suivant l'ordre de service numéro 1 engageant les travaux.

3.6 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS (D.O.E.)

Chaque entreprise devra, le jour de la réception au plus tard, fournir leurs D.O.E. en :

- 1 exemplaires papiers + 1 informatique pour le Maître d'ouvrage
- 1 informatique pour les intervenants de la Maîtrise d'œuvre (architecte, bureau d'études)

Constitution des dossiers :

- Documents graphiques : Plans d'exécutions définitifs, détails, photos des réseaux avant recouvrement pour les lots techniques
- Documents techniques : Fiches techniques des matériaux et notice d'entretien, notes de Calculs, Procès Verbaux

4 ORGANISATION DU CHANTIER

4.1 PRÉPARATION ET SÉCURITÉ

Pendant la période de préparation, l'entreprise titulaire du Lot Principal devra dresser un programme d'exécution assorti du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires : baraquements, parcs à ferraille et à matériaux, appareils de levage, branchements d'eau et d'électricité, sanitaires, etc....

Chaque entreprise réalisant des travaux (entreprise titulaire et sous traitant) doit rédiger dans un délai d'un mois à compter de la date de notification de son marché et avant de démarrer toute intervention sur le chantier, un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (P.P.S.P.S.)

En cas de non remise de ce document, elle se verra interdire toute intervention sur le site.

Le P.P.S.P.S. remplace le Plan d'Hygiène et Sécurité tel que défini à l'article L 235.3 du Code de Travail introduit par la loi 1106 du 6 Décembre 1976 et aujourd'hui abrogé

Le P.P.S.P.S. devra comporter un certain nombre de chapitres conformes à l'article 238.31 Section 5 de l'article 1 du décret 94.1159

En cas de non respect de ces dispositions, l'entrepreneur s'expose aux sanctions pénales prévues par la loi

Le Plan d'Installation du Chantier, partie intégrante du P.P.S.P.S., sera soumis au visa du Coordonnateur S.P.S. dans un délai de 15 jours (quinze jours) suivant la notification du marché.

Les prescriptions visant l'hygiène et la sécurité du chantier s'appliquent à chaque entrepreneur.

Chaque entreprise devra vérifier que le personnel à sa disposition, (quelle que soit la qualification) utilise les dispositifs de sécurités individuels (casques, souliers renforcés, baudriers anti-chutes, etc...)

En cas de défaut, le Coordonnateur S.P.S. peut ordonner l'exécution de telle ou telle mesure de sécurité qu'ils estimeraient indispensable, aux frais de l'entreprise responsable, sans que celui-ci puisse faire une demande de supplément.

En cas d'arrêt momentané du chantier, suite à contrôle négatif de l'Inspection du Travail ou de la Protection Civile, l'entreprise responsable se verra appliquer les pénalités de retard prévues au C.C.A.P. (Cahier des Clauses Administratives Particulières)

L'installation électrique de chantier et sa mise en service fera l'objet d'une vérification réglementaire et son état sera contrôlé périodiquement par un responsable nommément désigné par l'Entreprise du lot n° 02.

Chaque entrepreneur devra tenir compte, pour l'exécution de ses travaux, des règlements de Sécurité Incendie et suivre, à ses frais, les prescriptions des textes en vigueur ou du Bureau de Contrôle

4.2 INSTALLATION DE CHANTIER

Il ne sera pas prévu d'installation de chantier en extérieur hormis pour les travaux de désamiantage.

Le P.I.C pour les travaux de désamiantage sera soumis au visa du Coordonnateur S.P.S. dans un délai de 15 jours (quinze jours) suivant la notification du marché.

Pour le reste des travaux, les installations de chantier seront en intérieur, au rez-de-chaussée du bâtiment.

Lors de la réunion de lancement, il sera décidé quelles pièces sont affectées à la base vie et au vestiaire après accord de la maîtrise d'ouvrage et le S.P.S.

4.3 ECHAFAUDAGE

L'installation de l'échafaudage est du par le lot 03. Une fiche de vérification d'échafaudage sera transmise à la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'oeuvre et les entreprises des autres lots.

Tout retard des travaux entraînant une durée de mise en place des échafaudages plus longue que prévue sera pris en charge par l'entreprise à l'origine de ce retard.

4.4 RENDEZ VOUS DE CHANTIER

Le jour et l'heure des rendez-vous de chantier hebdomadaires seront fixés par le Maître d'œuvre, en accord avec le Maître de l'Ouvrage et les entreprises.

Les entreprises devront être présentes selon convocation à chaque réunion (chantier et planning) pendant toute la période du chantier.

4.5 PANNEAU DE CHANTIER

L'entreprise du lot n°03 devra la fourniture et la pose d'un panneau de chantier comportant le nom, l'adresse et le téléphone des maîtrises d'Ouvrages, d'œuvre et des entreprises,, surface du terrain, éventuels logo et/ou perspective

4.6 PRÉCHAUFFAGE DES LOCAUX

Les entreprises des travaux de finitions (peinture, sols collés etc...), dont les dispositions d'exécution dépendent d'une température ou d'un degré hygrométrique ne peuvent refuser l'exécution ou la continuité de leurs travaux s'il est possible de satisfaire à ces conditions par un préchauffage approprié.

L'entrepreneur de chauffage est tenu de prendre toute disposition utile pour que les installations qui lui incombent soient en état de marche à la date où le préchauffage est nécessaire. Il reste responsable du bon fonctionnement de sa fourniture et doit en assurer la surveillance.

Dans le cas où le précédent alinéa ne peut s'appliquer, il sera mis en place des aérothermes ou convecteurs ne dégageant pas de vapeur d'eau par l'entrepreneur ayant besoin du préchauffage.

Les dépenses de consommations et d'éventuelle location seront affectées au compte inter entreprise.

4.7 FERMETURES PROVISOIRES DU CHANTIER

Les entreprises gardent l'entière responsabilité des matériels et matériaux stockés ou mis en œuvre sur le chantier.

Dans tous les cas, les entreprises resteront redevables des actes de malveillance de toutes sortes pouvant être commis sur le chantier et devront en supporter les conséquences sans pouvoir prétendre à une prolongation de délais, variation de prix ou autres réclamations.

4.8 CONNAISSANCE DU DOSSIER ET DES LIEUX

L'entrepreneur devra vérifier sous son entière responsabilité les documents, dessins et renseignements divers qui lui seront communiqués.

Il devra consulter l'ensemble du dossier de tous les corps d'états et ne pourra pas invoquer l'ignorance de son contenu.

Il s'est rendu compte sur place des difficultés d'exécution et déclare accepter les sujétions dues au travail simultané avec des ouvriers d'autres corps d'état.

L'entrepreneur doit livrer une installation complète en ordre de marche. Aucune solution de continuité entre deux lots de travaux ne pourra donner lieu à plus-value.

4.9 EXIGENCE DU SITE

Protection des ouvrages existants :

L'entreprise adjudicataire devra, pendant l'exécution des travaux, protéger efficacement et maintenir en parfait état les locaux et accès intérieurs ou extérieurs des bâtiments.

L'entrepreneur devra prévoir la protection de tous les ouvrages que l'exécution de ses travaux et le transport de ses matériaux ou matériels pourraient détériorer (revêtement de sol, façade, couverture, mobilier, locaux voisins du chantier...)

Mesures accompagnatrices :

- Fermeture du chantier : les entreprises doivent fermer le chantier à clef chaque soir. Les entreprises sont responsables du clos et couvert (bâchage efficace) et en particulier de la bonne fermeture (porte, fenêtre, etc...)
- Propreté : le chantier et ses accès seront propres et non encombrés. Les déchets et les gravats seront évacués au fur et à mesure. Il est interdit d'utiliser le ramassage des ordures.
- Nettoyage du chantier : les installations ou locaux seront remis aux utilisateurs parfaitement propres. En cours et tout le long du chantier, en fin de semaine, chaque entreprise devra mettre à disposition une personne pour procéder aux nettoyages nécessaires du chantier (balayage, évacuation) jusqu'aux bennes mises à disposition. En cas de non respect de ces consignes, sur simple demande du Maître d'Oeuvre tous les nettoyages imparfaits seront exécutés par l'entreprise du Lot Principal aux frais des entreprises présentes sur le chantier ou par une entreprise extérieure.

4.10 DEMARCHE H.Q.E.

Les entreprises devront prendre en compte dans leurs offres des éléments suivants à savoir :

- Optimisation de la gestion des déchets de chantier :
 - o Optimiser la production de déchets de chantier
 - o Valoriser au mieux les déchets en adéquation avec les filières locales existantes
 - o S'assurer de la destination des déchets
- Réduction des nuisances, pollutions et consommations de ressources engendrées par le chantier :
 - o Limiter les nuisances acoustiques, visuelles, trafic, poussières
 - o Limiter les pollutions (sol, eau et air)
 - o Limiter les consommations de ressources.

La méthodologie adoptée en vue du respect de cette cible devra être décrite dans le mémoire technique de l'entreprise notamment pour le lot 03.

5 NORMES - SPECIFICATIONS - AGREMENTS

Les ouvrages à réaliser pour l'exécution du projet devront respecter toutes les dispositions législatives et réglementaires concernant la construction

En aucun cas les entreprises adjudicataires ne pourront se soustraire aux obligations contenues dans les documents ci-après. L'offre de prix sera toujours réputée avoir été produite compte tenu de toutes ces prescriptions.

5.1 D.T.U.

L'ensemble des documents techniques unifiés, établis par le groupe de coordination des textes techniques et édités par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, sont imposés à l'entrepreneur comme contractuels et font partie intégrante du marché sans pour autant devoir y être joints.

Il est précisé que c'est bien l'ensemble des D.T.U., homologués par le C.S.T.B., qui seront ainsi rendus contractuels que ces cahiers aient été ou non déclarés obligatoires par décret ministériel.

5.2 NORME AFNOR – R.E.E.F.

Tous les matériaux utilisés par l'entrepreneur devront être conformes aux spécifications des normes AFNOR et leur emballage devra, le cas échéant, porter mention apparente de la norme de référence.

5.3 AGRÉMENT C.S.T.B.

Les matériaux préfabriqués ou usinés, entrant dans la composition des ouvrages à exécuter, devront posséder l'agrément du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (label C.S.T.B.)

Il pourra exceptionnellement, et sur références spéciales, être employé des matériaux faisant l'objet de l'agrément provisoire du C.S.T.B. à condition de produire un rapport favorable du Centre.

5.4 AGRÉMENT PAR LE MAÎTRE D'OEUVRE

Malgré la régularité des matériaux employés au regard des normes et agréments imposés, chaque matériau devra au préalable être soumis à l'agrément du Maître d'Oeuvre.

A cet effet l'entrepreneur sera tenu de présenter par nature d'ouvrage la nomenclature des matériaux proposés avec leur nature et marque de référence et d'en déposer un échantillonnage au bureau de chantier. Aucun équipement ou matériau de qualité inférieure à celui retenu ne pourra être accepté ultérieurement sauf motivation spéciale et notamment dans le cas de matériau nouvellement agréé.

Les méthodes de mise en oeuvre devront également faire l'objet de l'agrément du Maître d'Oeuvre lorsqu'elles feront appel à une technique nouvelle s'écartant des règles de l'art habituelles.

L'entreprise ne pourra prétendre à aucune modification du montant de son offre en cas de refus de sa proposition de matériau ou de mise en oeuvre ou de choix différent

Le Maître d'Oeuvre aura le droit de faire détruire tout ou partie d'ouvrage exécuté avec des matériaux ou de manière non conforme

5.5 RÉFÉRENCE DES PRODUITS

Les marques des produits ne sont indiquées dans le présent CCTP qu'à titre de référence de prix.

Les entreprises pourront proposer toute autre marque ou type à condition que le produit préconisé soit techniquement et visuellement équivalent dans son classement, forme, texture, gamme de couleurs, etc..

Le choix définitif appartiendra au Maître d'Ouvrage

5.6 TOLÉRANCE

Les tolérances dimensionnelles Tous Corps d'Etat seront celles définies par les normes et DTU sans qu'il soit besoin d'y faire référence dans la description du CCTP

5.7 BUREAU DE CONTRÔLE

Les entreprises devront impérativement tenir compte du rapport communiqué avant le début du chantier ainsi que de toutes les observations formulées en cours de travaux par le Bureau de Contrôle.

6 RÉCEPTION DE L'OPÉRATION

6.1 ÉVACUATION GÉNÉRALE

Dès achèvement des travaux de tous les corps d'état, l'entreprise du lot principal devra la remise en état de toutes les parties détériorées pendant la durée des travaux : voies d'accès, clôtures, plantations, terrains, etc..., qu'elles soient propriété du Maître de l'Ouvrage ou de tiers.

6.2 RÉCEPTION

Dispositions générales selon norme en vigueur :

- Demande de réception
- Visite de réception
- Procès Verbal
- Entrée en possession par le Maître de l'ouvrage
- Réception avec réserves
- Année de parfait achèvement et garanties